

Le tournant énergétique, maintenant, pour protéger notre climat et mettre fin à la dépendance aux fournisseurs d'énergies fossiles

Résolution de la Conférence annuelle 2022

Basée sur une proposition du Bureau de l'IAN et du Groupe thématique sur la politique européenne

Il s'impose d'urgence de passer aux énergies renouvelables afin d'atteindre les objectifs climatiques mondiaux et de rendre l'Europe autonome et indépendante sur le plan énergétique.



« Pouvons-nous nous permettre de protéger le climat face à la crise énergétique persistante ? » Cette question ou d'autres allant dans le même sens sont posées actuellement sur de nombreuses chaînes dans toute l'Europe. Les prix du gaz, de l'électricité et du carburant ont fortement augmenté ces derniers mois et continueront très probablement à augmenter dans les mois à venir¹. Cela ne concerne pas seulement les entreprises, mais aussi et surtout les ménages, confrontés à des factures de gaz, d'électricité ou de chauffage toujours plus élevées. Nombreux sont ceux qui ne peuvent plus faire face à cette hausse exorbitante des prix et sont menacés de pauvreté énergétique.

Mais ce sont justement les coûts toujours plus élevés des énergies fossiles qui montrent clairement que nous devons accélérer le passage aux énergies renouvelables afin de réduire le plus rapidement possible notre dépendance vis-à-vis des fournisseurs monopolistiques d'énergies fossiles. Ce processus doit bien entendu être en accord avec les Directives de protection de la nature et la Stratégie en faveur de la biodiversité de l'Union européenne.

Un élément clé dans ce contexte est l'investissement dans des technologies de stockage d'électricité performantes, afin de compenser les manques d'énergies renouvelables, résultant de leur dépendance aux conditions météorologiques. Parallèlement, des mesures appropriées sont à prendre pour protéger les ménages à faibles revenus contre des coûts énergétiques excessifs.

Les monopoles naturels sur le gaz et les dépendances concentrées font grimper les prix du gaz

La raison principale de la hausse des prix du gaz n'est pas un secret : dans le cadre de la guerre d'agression contre l'Ukraine, la Russie a aussi limité les livraisons de gaz vers l'Europe. De cette manière, elle veut affaiblir le soutien économique et militaire de l'Europe à l'Ukraine, ou y mettre fin. Le gaz est une forme d'énergie distribuée par réseau, conférant aux fournisseurs ce que l'on appelle un monopole naturel. La demande mondiale de gaz ne cesse d'augmenter et les fournisseurs fixent les prix sur ce marché. Toute restriction de l'offre entraîne une hausse immédiate des prix, non pas parce que les coûts de production augmentent, mais parce que les fournisseurs en situation de monopole exigent des prix plus élevés afin de maximiser leurs bénéfices. Cela conduit au paradoxe suivant : malgré la restriction de l'offre, la Russie gagne plus sur son gaz qu'avant la guerre.

Normalement, on essaie de réguler de tels monopoles – comme c'est le cas par exemple pour les réseaux électriques, les réseaux de télécommunication ou l'infrastructure ferroviaire en Europe. Dans le cas du gaz, cela ne fonctionne pas parce que les États fournisseurs du gaz ne sont pas intéressés au commerce équitable, mais utilisent les bénéfices pour accroître leur richesse et leur position de force

¹ Sur le marché de l'énergie les contrats sont conclus dans la plupart des cas pour un an ou plus. C'est ainsi que les prix plus élevés se manifestent pour les consommateurs avec un certain retard.

mondiale. La régulation nécessite l'accord des personnes concernées par la régulation – ce qui est impossible à mettre en œuvre sur le marché international du gaz. Intervenir dans les bourses du gaz sur le territoire européen n'a pas non plus beaucoup de sens, car les fournisseurs travaillent également avec des contrats directs hors cote (« over the counter ») et peuvent ainsi se passer des bourses.

Les pays consommateurs n'ont donc pas d'autre choix que, premièrement, de se diversifier, c'est-à-dire d'acheter du gaz non pas auprès d'un seul fournisseur, mais auprès du plus grand nombre possible de fournisseurs, et deuxièmement, d'économiser du gaz – en prenant des mesures d'économie d'énergie et en passant aux énergies renouvelables. Cela ne se fera pas du jour au lendemain, mais doit se faire le plus rapidement possible, notamment parce qu'il est urgent de sortir des énergies fossiles pour atteindre les objectifs climatiques communs. La guerre en Ukraine et le chantage exercé par la Russie accélèrent cette évolution, car pour l'Europe il n'y a désormais plus d'autre issue.

Parallèlement, il faut un soutien public pour les ménages à faibles revenus qui dépendent toujours du gaz comme source d'énergie, afin que les besoins de base en gaz restent abordables pour eux.

Hausse des prix de l'électricité en raison du manque de possibilités de stockage

En principe, tous les pays européens essaient depuis des années de passer à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, c'est-à-dire le vent, le soleil, l'énergie hydraulique et la géothermie.² Cependant, cela rend le système électrique de plus en plus dépendant des conditions météorologiques et, lorsque le vent, le soleil ou l'eau se font rares, les centrales à charbon, à gaz ou nucléaires doivent prendre le relais. Une particularité des systèmes électriques est qu'à chaque seconde, la quantité d'électricité injectée dans les réseaux doit correspondre exactement à celle qui est prélevée simultanément. Pour cela, il existe des centrales de réglage spécifiques qui doivent augmenter ou réduire leur production à la demande des gestionnaires de réseau européens. Malheureusement, de nombreux pays européens ont misé sur les centrales à gaz comme centrales de réserve, qui peuvent produire rapidement de l'électricité en cas de besoin. Comme de plus en plus de centrales à gaz sont mises en service, la hausse des prix du gaz se reflète sur le marché de l'électricité.³ Le recours au gaz comme « technologie de transition » n'a pas seulement un effet négatif sur le tournant énergétique, il pèse également sur les ménages, confrontés à des prix d'énergie plus élevés.

La stratégie appropriée serait de développer davantage le stockage d'électricité, par exemple le stockage d'hydrogène, pour les périodes où l'offre de production renouvelable est faible. En période d'offre excédentaire, l'électricité est ainsi utilisée pour produire de l'hydrogène, susceptible d'être stocké dans des cavernes ou des réservoirs. Cette technologie présente l'avantage de pouvoir produire de l'électricité, sans émissions, à partir de l'hydrogène. Comme elle est encore coûteuse, il n'existe que peu d'installations d'essai. Mais avec un soutien approprié, comme cela a été le cas pour les installations éoliennes et photovoltaïques, nous disposerions dès aujourd'hui un parc considérable d'installations de stockage qui pourraient remplacer le gaz dans le système

² L'IAN condamne la décision d'inclure l'énergie nucléaire comme investissement durable dans l'acte délégué complémentaire à la taxonomie de l'UE ; voir : <https://www.nf-int.org/presse/presseaussendungen/kein-greenwashing-von-atomkraft-und-fossilem-gas-der-eu-taxonomie>

³ Le fait que le prix le plus élevé proposé par un producteur détermine le prix de l'électricité n'est pas une particularité du marché de l'électricité, mais une pratique commerciale générale du capitalisme : chaque producteur demande toujours le prix juste en dessous de celui de son concurrent le plus cher. Bien sûr, on pourrait limiter le prix le plus élevé de l'électricité sur les bourses de commerce de l'électricité – mais là aussi, les producteurs peuvent miser sur le commerce bilatéral ; ils ne sont pas obligés de faire des offres en bourse.

d'approvisionnement. Certes, ce seraient alors les centrales à accumulation qui détermineraient le prix à la place des centrales à gaz, mais seulement s'il n'y a pas assez d'énergie renouvelable.

Écrémer les « bénéfiques excédentaires »

Alors que de nombreux ménages sont massivement menacés par la dépendance aux centrales à gaz, les fournisseurs d'électricité produisant leur électricité à partir d'énergies renouvelables et autorisés à demander les mêmes prix que les centrales à gaz, réalisent d'importants bénéfiques excédentaires, appelés « windfall profits » dans le langage politique. Il n'est pas vrai que ces bénéfiques excédentaires sont investis dans de nouvelles installations – comme on le prétend souvent. Au contraire, au niveau des énergies renouvelables bien des projets sont bloqués depuis longtemps : il manque des spécialistes, des surfaces appropriées et les autorisations correspondantes pour de nouvelles installations. C'est pourquoi il est juste d'écrémer ces surplus aussi longtemps que des centrales à gaz coûteuses sont raccordées au réseau et de les utiliser pour soutenir les consommateurs et consommatrices et construire des installations de stockage, afin que les centrales à gaz puissent être retirées du marché le plus rapidement possible.

La Conférence annuelle de l'Internationale des Amis de la Nature à Lozio (Italie) demande donc à l'Union européenne et à ses États membres de mettre en place une politique énergétique coordonnée consistant à :

- **prendre des mesures d'économie d'énergie pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles ;**
- **soulager les ménages à faibles revenus et garantir une sécurité énergétique de base ;**
- **accélérer la transition énergétique vers les sources d'énergie renouvelables (vent, soleil, eau, géothermie) en accord avec les Directives de l'Union européenne sur la protection de la nature ;**
- **mettre en œuvre une stratégie de stockage coordonnée afin de réduire la dépendance vis-à-vis des centrales de réserve fossiles ;**
- **soutenir les objectifs de la politique climatique internationale et leur mise en œuvre en Europe – car seule la transition vers un avenir énergétique renouvelable conduira à un changement social et écologique et réduira notre dépendance vis-à-vis des marchés monopolistiques internationaux.**

Lozio, le 15 octobre 2022